



Conseil des affaires générales (Cohésion) **Bruxelles, le 18 novembre 2021**

La session du Conseil des affaires générales consacrée à la politique de cohésion se tiendra à Bruxelles le jeudi 18 novembre. Elle se déroulera le matin, à partir de 10 heures.

Président: **Zvonko Černač**, ministre slovène chargé du développement et de la politique de cohésion de l'UE

Participation de la Commission européenne: **ELISA Ferreira**, commissaire à la cohésion et aux réformes

Les ministres auront un débat d'orientation sur la contribution de la politique de cohésion à la reprise, à la durabilité compétitive, aux transitions écologique et numérique, à la résilience ainsi qu'à la cohésion économique, sociale et territoriale.

En outre, le Conseil approuvera des conclusions sur l'inclusion de Saint-Marin dans la stratégie de l'Union européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR).

Conférence de presse: à l'issue de la session, vers 13 heures ([transmission en direct](#))

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil des affaires générales \(Cohésion\)](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

* * *

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Conclusions concernant Saint-Marin

Le Conseil débutera sa session à 10 heures et, en premier lieu, il approuvera des conclusions sur l'inclusion de Saint-Marin dans la stratégie de l'Union européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR). Il s'agit d'une stratégie macrorégionale approuvée par le Conseil européen en 2014.

La stratégie EUSAIR a été élaborée conjointement par la Commission européenne et par les pays et parties prenantes de la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, qui ont décidé de travailler ensemble dans les domaines d'intérêt commun au bénéfice de chaque pays et de la région dans son ensemble.

[Projet de conclusions du Conseil sur l'inclusion de la République de Saint-Marin dans l'EUSAIR](#)

Contribution de la politique de cohésion à la reprise et aux transitions écologique et numérique

Les ministres auront alors un débat d'orientation sur la contribution des programmes de la politique de cohésion à la reprise, à la durabilité compétitive, aux transitions écologique et numérique, à la résilience ainsi qu'à la cohésion économique, sociale et territoriale. Ils débattront des défis et des perspectives pour les années à venir.

Lorsque la pandémie a frappé en 2020, la politique de cohésion a fourni la première réponse d'urgence. En modifiant rapidement les règles des fonds de la politique de cohésion, l'UE a pu débloquer environ 18 milliards d'euros pour aider les États membres à faire face à la crise sanitaire.

À moyen terme, l'initiative REACT-EU a mis des ressources supplémentaires à la disposition des programmes de cohésion existants dans le cadre de l'effort de relance de l'Union.

Néanmoins, les conséquences économiques et sociales de la pandémie représentent un défi considérable pour la cohésion territoriale de l'UE, notamment parce que les différentes régions n'ont pas été touchées de la même manière et ne sont pas toutes bien outillées pour reconstruire leurs économies. Les régions rurales et périphériques restent les plus vulnérables.

Toutefois, la crise offre également des possibilités sans précédent, grâce à un vaste ensemble de mesures d'investissements publics combinant les ressources de Next Generation EU et le cadre financier pluriannuel 2021-2027, ce qui soutiendra les transitions climatique et numérique.

Dans le cadre du débat, les ministres auront une discussion pour établir de quelle manière les États membres peuvent tirer un parti optimal des fonds de cohésion restants pour la période 2014-2020, de l'initiative REACT-EU, de la facilité pour la reprise et la résilience et des nouvelles dotations au titre de la politique de cohésion pour la période 2021-2027, y compris le Fonds pour une transition juste.

Pour mettre en place ces synergies, il faut disposer de mécanismes efficaces pour coordonner les fonds de cohésion avec d'autres instruments de l'UE, en particulier la facilité pour la reprise et la résilience, qui poursuivent des objectifs différents et recourent à des modalités de mise en œuvre différentes.

Afin de structurer le débat, la présidence slovène a élaboré un document d'information. Les ministres sont invités à examiner deux questions:

- Comment la politique de cohésion peut-elle être combinée avec d'autres instruments de l'UE afin de réduire encore les disparités de développement et de renforcer la résilience à moyen et à long terme?
- Comment répondre de manière appropriée aux différents besoins des régions et des territoires et faire en sorte que la mise en œuvre des fonds de l'UE soit plus proche des bénéficiaires et des citoyens?

[Document d'information de la présidence](#)